



Retour de Québec

1^{er} Forum mondial de la langue française 2 au 6 juillet 2012

Changer le monde en français ? La langue serait-elle un élément de solidarité suffisant ? Pas sûr. Quelques 400 francophones du Moyen-Orient et d'Afrique qui n'ont pu venir à Québec, faute de visa, en ont fait l'expérience : en plus de la langue, il y a des valeurs à partager. Et c'est le défi posé à la francophonie à l'heure de la mondialisation : quelles valeurs peuvent compléter les liens créés par l'usage d'une même langue ? Y-a-t-il un avenir pour le français dans l'espace économique mondial ? Quelle place pour les langues vernaculaires dans les États où le français est langue officielle ? C'est pour en discuter qu'a été organisé à Québec ce Forum de la société civile en marge du Sommet de la Francophonie qui se tiendra en octobre 2012 à Kinshasa. Du 2 au 6 juillet plus de mille participants, francophones et francophiles, jeunes pour un grand nombre, venus de 100 pays, s'y sont rencontrés.

La langue française est indéniablement une grande langue internationale, qui rassemble des identités multiples coexistant avec les langues nationales, notamment des langues africaines. Pour les participants, affirmer leur identité dans **un contexte de multilinguisme effectif** est un enjeu majeur dans l'espace économique et dans l'univers numérique (220 millions de francophones dans le monde - 96,2 millions en Afrique)

Pas de triomphalisme

Le coup d'envoi du 1^{er} forum mondial de la langue française a été donné par **Régis Labeaume**, maire de Québec, en présence de son homologue parisien, **Bertrand Delanoë**. En souhaitant la bienvenue aux participants, il a voulu faire partager à tous son inquiétude sur l'avenir du français dans la Province et dans le monde. «Par sa situation tant historique que géographique, Québec, comme tout le Québec d'ailleurs, est au créneau depuis des siècles pour protéger cet héritage contre les assauts de la langue anglaise sur le continent ». C'est pourquoi les Québécois, « pour une question de survie », ont opté pour des expressions comme magasinage plutôt que shopping, stationnement plutôt que parking, ou courriel plutôt qu'e-mail.

Ce Forum est né d'une volonté de sortir des sentiers battus a dit **Michel Audet**, commissaire général du forum, l'objectif étant de donner la parole à la société civile, de susciter son dynamisme, de créer des synergies et des plates-formes d'échanges pour que le français soit reconnu comme langue de la modernité. Le premier ministre du Canada, **Stephen Harper** avait tenu à être présent : «Notre diversité culturelle est notre plus grand atout», la cohabitation des langues nationales au Canada donne accès à deux cultures a-t-il dit, malgré les cris d'un protestataire rapidement expulsé. Pour **Jean Charest**, Premier ministre du Québec, deux écueils à éviter : le découragement et le déni de réalité. Le français reste langue officielle dans 32 États dans le monde, en 3^{ème} position sur la toile après l'anglais et l'allemand. C'est positif. Certes son attraction a diminué depuis le Paris de l'entre-deux guerres, certes il est moins présent à l'ONU et dans l'UE ou dans les publications scientifiques, mais il n'y a pas de fatalité du déclin. Le Québec n'illustre-t-il pas la résistance au déclin ? « Ayez le français au

cœur pour qu'il batte en vous » a-t-il conclu. **Abdou Diouf**, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie a clos cette séance d'ouverture en admettant que le constat ne peut être optimiste à l'observation des faits quotidiens. « On n'est pas plus près du danger que lorsque l'on croit n'avoir rien à craindre ». Il s'agit d'être vigilant et non de déclarer la guerre : «**Nous devons être des indignés linguistiques** ».



(Tonnerres d'applaudissements)

Une semaine d'échanges intenses et de festivités dominés par une réalité : la diversité. Diversité ethnique, linguistique, culturelle ; diversité des couleurs, des accents, des rythmes réunis le temps du forum. Un *précipité* de francophonie d'une richesse insoupçonnée. Demeure en mémoire un sentiment global d'énergie et de volonté de relever les défis sans tabous. 500 propositions venues de partout dans l'espace francophone international ont été débattues. Quatre thèmes au programme : la place du travail et de la formation à l'heure de la mondialisation; la préservation de la diversité linguistique; le français dans l'univers numérique et la capacité à vivre de son art en français.

Une prise de conscience : dans un monde qui change, les espaces virtuels sont le nouveau far-West. On n'en possède pas encore les nouveaux codes d'échanges explique la journaliste québécoise **Lise Bissonnette**. La révolution numérique est pour l'essentiel un processus civilisateur contribuant à l'émergence d'une nouvelle culture, la culture numérique nous dit **Milad Doueïhi** (*La Grande Conversion numérique, 2008*). Les divers stades de développement du Web ont transformé la société dans toutes ses formes. La langue française peut-elle être un facteur d'innovation et de créativité dans le monde virtuel ?

Un constat : La Francophonie doit se doter d'une **déclaration en faveur du multilinguisme**. « L'anglais demeurera important, mais on voit déjà que son monopole est contesté par les langues des pays émergents, comme le chinois ou l'espagnol. » Et pourtant, selon une étude de l'agence Bloomberg rappelée par le président de Michelin Amérique du Nord, **Pete Selleck**, le français reste la troisième langue en importance pour faire des affaires dans le monde. « Il faut prendre garde de ne pas mettre le français de côté trop rapidement », dit-il. **Christine Saragosse**, directrice générale de TV5, a confirmé que c'est en 12 langues que sont sous-titrées les actualités sur la chaîne. Et pour **Adama Samassékou**, président du réseau Maaya, l'adoption d'une déclaration contraignante sur le multilinguisme s'impose pour l'OIF



Une certitude : La réalité linguistique détermine la réalité économique. Il faut se comprendre pour échanger. **Lionel Zinsou**, homme d'affaire béninois, remarque que, la langue étant une arme économique, il n'est pas évident qu'économie rime avec francophonie. « Nous sommes en guerre économique, mais cette guerre est une guerre de mouvement, de vitesse. La francophonie souffre du fait qu'aucun pays émergent n'est de langue française, alors que le monde riche francophone du nord se contracte. »

« En affaires, tout tourne autour du contrat donc la langue du contrat et le cadre juridique dans lequel il sera interprété. Le commerce, le contrat, l'investissement, tout se fait par la langue. »

Les entreprises francophones lui paraissent moins dynamiques que les américaines pour ce qui concerne le contenu culturel de leur activité, notamment à travers les marques et les services de consultation tertiaires à haute valeur ajoutée.

« Mais il faut cesser de penser qu'on va développer le Sud. Le Sud se développe lui-même, il apporte la croissance. Le nord apporte le contenu – éducation, démocratie – encore faut-il se dépouiller du regard colonial et impérial. Il faut que tous les francophones se mettent ensemble pour que le Sud prenne le relais et je ne doute pas que cette idée paraisse insupportable à certains qui sont habités par des idées coloniales. »

Le 6 juillet, lors de la clôture du Forum, **Michèle Gendreau-Massaloux**, de la mission française à l'Union pour la Méditerranée et ancienne rectrice de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), se montre particulièrement **sensible au problème de mobilité** qui se heurte à la question des visas.



Parmi les quatre jeunes et trois « moins jeunes » réunis sur la tribune pour la « Rencontre des générations », la voix du Béninois **Marcellin Koba**, consultant en gestion et vice-président d'Afrique Solidarité et Développement, suscite de fortes réactions de l'auditoire : « Fini les

débats diplomatiques! Que les jeunes bougent! Que les jeunes échangent! Nous sommes pétris de talent pour inventer. Les jeunes veulent avoir la chance de le faire et d'être pris en compte! » « Les jeunes veulent travailler et entreprendre. Sur les dix premières puissances africaines, neuf ne sont pas francophones. Il faut effacer cette réputation. Il faut que nos États changent cette donne. Nous avons de l'uranium, de la bauxite, du diamant, et nous n'avons rien. Pourquoi les autres pays riches francophones n'investissent-ils pas davantage dans nos pays africains? Nous dormons sur nos talents. S'il vous plaît, occupez-nous. Nous sommes prêts. »



En conclusion, pour le numéro deux de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) **Clément Duhaime**, ce premier forum marque la naissance d'« une Francophonie plus engagée et plus confiante en elle-même », « Mission accomplie » dit-il avant de confirmer la tenue d'un second forum « dans un horizon de trois ans ». La francophonie a subi un lifting, confirme la journaliste et écrivaine **Denise Bombardier**.

Variété des identités francophones : Ce que ce Forum a révélé, fut, avant tout, la multiplicité des identités francophones, les diversités des parlers, des accents et des références culturelles chez les écrivains, les artistes, les humoristes, les cinéastes, les chanteurs présents ainsi que la popularité du **slam** comme expression poétique et musicale francophone.

Succès de la chanson française hors francophonie : Le saviez-vous ? Quel chanteur s'est classé au palmarès autrichien ? Cœur de Pirate ; au palmarès polonais ? Garou et Natacha Saint-Pierre. En Grande-Bretagne ? Céline Dion avec *D'eux*. « Chaque succès de Zaz se traduit par une augmentation de la demande pour des cours de français. On ne compte plus les Russes qui sont devenus professeurs de français dans le sillage de Mireille Mathieu. » C'est ce que nous a appris **Jean-Claude Amboise**, expert en la matière.

Québec et la loi 101: Ce Forum fut aussi l'occasion de découvrir la ville de Québec, l'accueil chaleureux de ses habitants, la saveur de ses traditions, et **la loi 101** qui, depuis 1977, définit les droits linguistiques des citoyens de la Province et fait du français la langue officielle de la province, interdisant toute autre langue sur les façades et les enseignes de magasins, exigeant des entreprises la signature et le respect de la Charte de la langue française. Quel changement d'environnement quand on arrive de Paris ou de Bruxelles où un anglais souvent approximatif a envahi les publicités et les enseignes ! Le *Parti Québécois*, pourtant, manifestait dans les rues, pendant le Forum, contre la politique trop laxiste du *Parti libéral* au pouvoir concernant l'application de la loi 101, cela sur fond de protestation estudiantine. Il est vrai que des élections générales auront lieu au Québec à l'automne.

Absence de référence à la politique linguistique de l'Union européenne. Dans un forum marqué du sceau de la langue française et du multilinguisme, on peut s'étonner que la référence à l'organisation multilingue de l'Union européenne n'ait été abordée qu'incidemment. Le système de l'UE est en effet unique au monde et a valeur d'exemple avec son multilinguisme gravé dans le marbre des traités et qui, par conséquent, est devenu juridiquement contraignant, de sorte que la loi doit être traduite dans les 23 langues de l'UE pour permettre à chaque citoyen européen d'en prendre connaissance dans sa langue, chaque version linguistique faisant foi. L'Union européenne n'est pas l'ONU, où il est possible de ne pas respecter les règlements linguistiques. Cet apport de l'Europe au multilinguisme, en préservant les langues des États membres, doit être absolument valorisé alors que 80 % des 6000 langues vivantes du monde actuel pourraient disparaître avant la fin de ce siècle. Au regard de cet enjeu, comment peut-on mettre en balance les économies – dérisoires dans le budget général – que l'on prétend réaliser sur les services de traduction de l'UE ? La crise économique a bon dos.

Claire GOYER, Bruxelles 10/7/2012.

DLF Bruxelles-Europe

http://www.langue-francaise.org/Bruxelles/Bruxelles_entree.php